

Obtentions végétales—Loi

Le président suppléant (M. Paproski): Le député de Regina—Lumsden (M. Benjamin) a la parole.

M. Les Benjamin (Regina—Lumsden): Monsieur le Président, j'espérais beaucoup que le député d'Oxford (M. Halliday), celui de Fraser Valley—Est (M. Belsher) et celui de Lethbridge—Foothills (M. Thatcher) soient là au moment où je prendrais la parole parce que je voulais leur poser deux questions au sujet de ce projet de loi.

Je suis toutefois heureux de voir qu'il y a ici deux députés qui prétendent être chrétiens, qui croient qu'ils sont les gardiens de leur frère, qui croient dans la parabole du bon samaritain, dans les enseignements du Christ.

Au cours des 21 années que j'ai passées à la Chambre, je n'ai pas acquis la réputation de faire des discours au sujet de la religion. Après avoir constaté que tous ces chrétiens, ces adeptes de la bible, dont certains sont des chrétiens régénérés, appuient ce projet de loi, je me dis qu'ils ont donné à l'hypocrisie ses lettres de noblesse.

J'éprouve une certaine difficulté et me refuse à mettre en doute la sincérité des convictions de mes amis et collègues, mais en adoptant ce projet de loi, ils favorisent ni plus ni moins l'exploitation de l'homme par l'homme. Je me fiche pas mal de savoir combien de pays ont déjà décidé d'imposer des redevances sur les denrées alimentaires.

• (2400)

Peu m'importe combien sont socialistes, capitalistes, communistes ou quoi que ce soit. Soit dit en passant, seulement 17 des 160 nations du monde seraient d'accord. Il y a beaucoup de conservateurs, beaucoup de présumés libéraux dans le contexte canadien et même quelques prétendus néo-démocrates. Peu m'importe ce que font les autres pays. Voilà une autre occasion pour notre pays de servir d'exemple au reste du monde, particulièrement les hommes et les femmes des nations pauvres et en développement qui feront les frais de cette initiative, sans mentionner ce que nos propres producteurs alimentaires devront payer.

Nous, du Nouveau Parti démocratique, reconnaissons qu'il n'y rien de mal à réaliser des bénéfices raisonnables.

Des voix: Bravo!

M. Benjamin: Où étiez-vous en 1937? C'est ce que le CCF avait dit. Vous n'aviez certainement pas plus de 60 ans à ce moment-là.

Il y a une différence, monsieur le Président, entre un profit raisonnable et l'exploitation pure et simple des gens.

La raison pour laquelle j'ai mentionné les députés d'Oxford, de Frasey Valley—Est et de Lethbridge Foothills, c'est qu'ils m'ont envoyé au cours des dernières années des lettres m'invitant à des déjeuners de prières. J'espère qu'aucun conservateur ne m'invitera plus jamais à un déjeuner de prières. Comment pouvez-vous faire vos prières le matin, puis adopter des projets de loi qui contredisent ce pour quoi vous priez. Comment osez-vous? Vous allez jusqu'à faire étalage de votre hypocrisie dans les lois du pays. Les libéraux, qui ont tout commenté, ne sont jamais descendus si bas.

Mon collègue de Thunder Bay—Nipigon n'était pas ici quand les libéraux ont remué ciel et terre pour faire adopter ce projet de loi. Vous auriez dû entendre les chrétiens d'en face. Certaines des faces que je vois en ce moment, qui sont tout aussi laides que la mienne ou celles de l'époque, n'étaient pas ici alors.

Le député de Lethbridge—Foothills a l'incroyable culot de mentionner le blé Marquis. Qui a perfectionné le blé Marquis qui a sauvé les producteurs non seulement du Canada, mais aussi de nombreux autres pays pendant des décennies? C'est M. Saunders.

Ecoutez ou allez-vous en. J'essaie de parler de la contribution de notre pays et des progrès de la production alimentaire pendant les 125 dernières années.

M. Saunders a créé le blé Marquis. En travaillant pour qui? Non, pas pour Kraft, ni pour Libby, ni pour une autre grande société. Il travaillait pour les fermes expérimentales d'Ottawa et de Saskatoon, des entreprises publiques. M. Saunders n'a jamais demandé ni perçu de redevances, pas plus que le gouvernement du Canada ou de la Saskatchewan.

Les derniers progrès touchant le canola ont été faits à la station expérimentale du gouvernement à Saskatoon et